

Le secret bancaire suisse résiste

Dominik Gross **L'échange automatique d'informations sur les comptes financiers est réservé à un club de pays riches. Les soustracteurs fiscaux des pays pauvres vont pouvoir continuer à cacher leur argent en Suisse. Notre pays va-t-il se retrouver à nouveau sur la liste noire de l'OCDE?**

La tactique du salami n'est pas pour les affamés. Depuis 2009, la Suisse s'efforce de sauver ce qui peut l'être du secret bancaire. Suite à l'adhésion à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes pour l'échange automatique de renseignements (MCAA, OCDE) et à l'adoption en décembre par le Conseil des Etats d'une loi correspondante, elle pourra dès 2017 échanger de manière automatique avec 82 Etats des informations sur les comptes bancaires étrangers. Des renseignements que les banques domiciliées dans notre pays devront lui communiquer régulièrement.

Contrairement à la perception prévalante dans l'opinion publique, le secret

bancaire n'est pas mort. Pour que l'échange automatique de renseignements (EAR) devienne réalité entre deux pays, les membres du MCAA doivent l'activer bilatéralement. La Suisse n'a accompli ce pas qu'avec 28 Etats de l'Union européenne ainsi qu'avec l'Australie, le Canada, l'Islande, le Japon, la Norvège et la Corée du Sud. Elle livre déjà des données aux Etats-Unis depuis 2015 dans le cadre du FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act). Etant donné les exigences requises, notamment en matière de régulation des fonds, un EAR avec la Suisse reste inaccessible à la plupart des Etats en dehors de l'OCDE et de l'Union européenne.

Obstacles importants

Les gérants de fortune installés en Suisse ont déjà pris leurs dispositions. Ainsi que l'ont montré les révélations de lanceurs d'alerte, ils essaient depuis des années de gagner des nouveaux clients fortunés, avant tout en Asie et en Afrique. Or, ce sont précisément les Etats pauvres de ces continents qui souffrent le plus de l'évasion fiscale. Les pays en développement qui ont adhéré à la Convention de l'OCDE et du Conseil de l'Europe concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale peuvent en théorie faire une demande d'aide à la Suisse et accéder ainsi aux fonds non déclarés de leurs concitoyens. C'est toutefois sans compter avec d'importants obstacles, ainsi que le révèle le cas de l'Inde qui, depuis les Swiss Leaks en 2015, a déposé des centaines de demandes relatives aux ressortissants indiens clients de la banque HSBC. Or, la Suisse ne peut pas y donner suite car, depuis l'automne dernier, le Conseil fédéral refuse de présenter au Parlement un projet de loi permettant d'élargir l'assistance administrative aux données dites « volées ».

Changement à Alliance Sud

Un grand merci à Michel Egger

Mark Herkenrath **Michel Egger, membre de la direction d'Alliance Sud et responsable du bureau régional à Lausanne depuis 2009, retourne à Pain pour le prochain. Il a, ces 14 dernières années, fortement marqué l'histoire d'Alliance Sud dont il a été un pilier par sa chaleur humaine et son intelligence stratégique.**

Michel Egger est connu et estimé dans la société civile pour son engagement en faveur d'un commerce mondial plus équitable et de multinationales plus responsables. Il ne défend ses positions que rarement en haussant la voix, mais convainc par son charisme, son écoute patiente et précise, son habileté diplomatique, avec des arguments fondés et exprimés dans une langue riche. Qui l'entend ne peut qu'admirer son intégrité et lui faire confiance.

Sociologue et journaliste, Michel Egger a rejoint Alliance Sud en 2002. Il a

été successivement responsable des domaines commerce international, puis entreprises et droits humains, où il a coordonné un dialogue critique et constructif avec Nestlé sur la question des droits syndicaux en Colombie. Il a ensuite joué un rôle central dans la campagne « Droit sans frontières » et l'initiative pour des multinationales responsables qui en a découlé. Apprécié au Parlement et dans l'administration pour ses compétences et son intuition politique, il a contribué de manière déterminante à ce que des interventions par-

lementaires sur le respect des droits humains et de l'environnement par des entreprises, trouvent un appui dans plusieurs partis.

Michel Egger était également responsable de notre magazine *Global+* en français. Dans son travail de traduction, les textes de ses collègues sont souvent devenus non seulement plus courts, mais plus riches de contenu. A côté de ses activités pour Alliance Sud, Michel Egger anime le réseau Trilogies (www.trilogies.org) et est l'auteur de nombreuses publications sur l'écospiritualité, en particulier deux livres : *La Terre comme soi-même. Repères pour une écospiritualité* (2012) et *Soigner l'esprit, guérir la Terre. Introduction à l'écopsychologie* (2015), les deux chez Labor et Fides.

Ancré dans la tradition chrétienne mais ouvert aux autres traditions spirituelles et aux apports de la science, il y explore les voies pour sortir de la déconnexion de l'être humain avec la nature, qui est à la racine de la crise écologique. Cela implique notamment une transformation intérieure, c'est-à-dire la

L'enjeu des données « volées »

Or, seule une telle modification permettrait aux Etats qui n'appartiennent pas au club sélect des bénéficiaires de l'EAR d'obtenir cette forme d'entraide administrative. Pour pouvoir déposer des demandes fondées, donc accéder aux données bancaires de clients privés, des pays comme l'Inde ont besoin de « fuites ». Sans elles, il leur est impossible de percer le voile épais qui entoure la gérance de fortune et de briser le cercle vicieux de l'opacité.

L'élargissement de l'entraide administrative aux données volées est une obligation du nouveau standard de l'OCDE sur l'entraide fiscale administrative internationale. Le pays qui n'y répond pas risque d'être épinglé lors de la deuxième phase des examens du Forum global sur la transparence fiscale de l'OCDE. Ce dernier établit actuellement son rapport sur la Suisse. En tant que membre du Forum, l'Inde pourrait empêcher l'accès de la Suisse à la troisième phase. Berne pourrait ainsi se retrouver à nouveau sur la liste noire des pays de l'OCDE.

prise en compte des dimensions culturelles, psychologiques et spirituelles de la transition vers des sociétés à durabilité forte.

C'est précisément à ces questions que sera consacré le nouveau domaine que Michel Egger développera à partir du 1^{er} août à Pain pour le prochain. Nous lui souhaitons beaucoup de succès et d'inspiration.



Photo: © Daniel Ritis

Les bons tuyaux de l'InfoDoc

Le marché contre les peuples ?

TTIP, TAFTA, CETA, TISA... Autant d'acronymes annonçant une nouvelle vague de libéralisations. Le grand marché transatlantique négocié actuellement entre les Etats-Unis et l'Union européenne, le Partenariat transpacifique signé en février dernier entre l'Amérique du Nord et une dizaine de pays du Pacifique (à l'exception notable de la Chine) ou encore l'Accord sur le commerce des services négocié à l'Organisation mondiale du commerce impliquant une cinquantaine d'Etats, tous annoncent « l'installation de l'entreprise au centre des rapports sociaux, comme forme universelle du gouvernement des conduites, comme mode de production des existences individuelles, comme horizon des espérances » (Pierre Rimbart, *Manière de voir*).

Cette gigantesque métamorphose – qui introduit notamment un mécanisme permettant aux multinationales d'attaquer les Etats en justice s'ils créent des lois diminuant leurs profits (par exemple pour la protection de la santé ou de l'environnement) – s'opère en catimini, loin des regards des peuples. Elle indique que le changement de paradigme décidé à la dernière conférence de Paris sur le climat, n'est pas parvenu aux oreilles des négociateurs commerciaux. Ceux-ci, une nouvelle fois, mettent tout en œuvre pour relancer la « sainte croissance ». A quel prix pour les peuples et l'environnement ?

TTIP, TISA, TPP, CETA, prise de pouvoir des multinationales ?, Alliance Sud InfoDoc, <https://frama.link/fHX4zVPG>

« Libre-échange : la déferlante : TAFTA, CETA, TISA... », *Manière de voir*, No 141, juin-juillet 2015, https://frama.link/o_aUILLug [disponible au centre de documentation]

« TTIP: Switzerland at the table or on the menu ? », *foraus-Policy Brief*, May 2016, <https://frama.link/LXS49T7t>

« Traités de libre-échange : les multinationales contre la démocratie ? », Dossier *Basta !*, <https://frama.link/eWpCfbGz>

« Faut-il avoir peur du grand méchant marché transatlantique ? », Pascal Riché, *L'Obs*, 29 mars 2014, <https://frama.link/GxMrByhe>

« Incontournable, le futur Partenariat transatlantique ? », *La Libre Belgique*, 24 février 2015, <https://frama.link/yMBcd9mB>

alliance
sud
infodoc

L'état du monde
à portée de main

Av. de Cour 1, 1007 Lausanne
Horaires d'ouverture: Lu-Ve 8h30-12h, 13h30-17h30
doc@alliancesud.ch, www.alliancesud.ch/fr/infodoc